

Finies les coupures : revitaliser les services publics !

Par Leah Casselman

À défaut de toute autre excuse, blâmer les employés de la fonction publique.

C'est là le plan du premier ministre Dalton McGuinty pour équilibrer les comptes de l'Ontario. Ce n'est pas surprenant, si les employés de la fonction publique se posent de nouveau la question : « Pourquoi nous ? »

La promesse de McGuinty

Rappelez-vous du mois d'octobre 2003. Le soir des élections, McGuinty debout dans les ruines fumantes du régime des Conservateurs adressa un message frappant aux travailleurs du secteur public. « J'apprécie votre travail » dit-il en ajoutant « et j'attends avec impatience l'occasion de travailler avec vous pour que nous puissions offrir de meilleurs services au grand public. »

C'était un beau discours. Pendant huit ans, Mike Harris et sa clique avaient démantelé les services publics et dit du mal de notre travail. McGuinty, par contre, avait promis de revitaliser les services démolis et de nous traiter équitablement. Notre situation allait s'améliorer.

C'est du moins ce que nous pensions.

Un troisième mandat Conservateur ?

Si nous passons rapidement à la situation actuelle. Les budgets de nos hôpitaux nécessitent 600 millions de dollars additionnels, soit environ cinq pour cent de leurs budgets. Dans la Fonction publique de l'Ontario, les Libéraux ont l'intention de supprimer jusqu'à 6,000 postes de travailleurs de première ligne des effectifs du personnel qui ont déjà été réduits d'un tiers par les gouvernements de Harris et Eves. Dans les services sociaux, les agences qui ont réagi aux années de budgets sans aucune croissance avec des mises à pied et des coupures de programmes n'obtiennent que des miettes dans les meilleurs des cas.

Vu des premières lignes, le premier mandat des Libéraux au pouvoir ressemble malheureusement beaucoup à un *troisième mandat* Conservateur.

Ce n'est pas là le mandat sur lequel les Libéraux avaient fait campagne. Au mois de mars 2004, le ministre des Finances Greg Sorbara avait déclaré : « nous avons été élus pour assurer la fourniture de services publics de haute qualité. C'est ce que signifiait cette élection. C'est pour cela que nous avons été élus. »

Un « monde à deux pour cent » ?

Quelques semaines après, Sorbara a annoncé que, sauf pour la santé et l'éducation, les dépenses n'augmenteraient que de 1,9 pour cent par an. Ce qui constitue en réalité *une*

coupure, après la prise en considération de l'inflation et de la croissance de population.

« Je vis moi même, en tant que ministre des Finances, dans un monde à deux pour cent, » a déclaré Sorbara récemment.

Même si, cette année, Sorbara lui-même a gagné 112 283 \$. Ce qui n'équivaut pas à deux pour cent, mais plutôt à 32 pour cent au dessus du taux de base normal de rémunération d'un député provincial.

Lors des négociations avec les médecins, Sorbara leur a offert une augmentation moyenne de rémunération de 18,6 pour cent sur quatre ans. L'augmentation que les médecins ont refusé au mois de novembre – 50 725 \$ chacun, en moyenne – est supérieure au revenu annuel moyen d'un membre du SEFPO.

Toutefois, Sorbara considère que deux pour cent est une augmentation amplement suffisante pour les personnes qui font fonctionner nos tribunaux, gardent des criminels condamnés à la prison, maintiennent nos routes sécuritaires, aident les personnes handicapées, protègent les enfants contre les abus, inspectent les usines de purification de l'eau etc...

Outre à cette insulte, Sorbara se plaint à faire valoir que les revenus individuels moyens Ontario sont en augmentation. Selon lui, ils vont augmenter de « 4,5 pour cent en 2005, de 4,8 pour cent en 2006 et de 4,9 pour cent en 2007 » dit-il.

Équité

Il est clair que dans ce monde, il y a deux catégories de gens : les employés de la fonction publique et tous les autres. Lorsque la province a besoin d'argent, ce sont les employés de la fonction publique qui déboursent.

Il n'y a là pas grand changement par rapport au gouvernement de Mike Harris. C'est scandaleusement injuste.

Sous le joug de Harris, les employés de la fonction publique qui ont conservé leur emploi ont vu la valeur réelle de leur rémunération chuter en raison de l'inflation. Un préposé typique de la fonction publique – peut-être la personne qui vous a envoyé votre carte RAMO (OHIP) – gagne maintenant 2 500 \$ de moins par an en termes réels qu'en 1994.

En attendant, les rémunérations dans le reste de l'économie ont augmenté. En outre, comme le fait remarquer Sorbara, cette tendance va se poursuivre. Mais dans son « monde à deux pour cent », le technologue qui s'occupe de tester votre sang ou le technicien qui fait fonctionner le laboratoire informatique d'un collègue va continuer à prendre du retard dans leur rémunération.

Au mois d'octobre 2004, « un gouvernement plus efficace » fit soudainement son apparition dans la liste des priorités de Greg Sorbara. Comme chacun le sait, cette expression n'est qu'un code. En réalité, cela ne signifie que « coupures ». Le coût réel des coupures au niveau des services publics.

Après Walkerton, après Aylmer, après Harris, l'idée qu'encore plus de coupures au

niveau des services publics devrait être une bonne chose pour l'Ontario est tout simplement irresponsable. Confrontés à un déficit monstrueux en 2003, les Conservateurs eux-mêmes ne furent pas capables de trouver plus d'économies à faire. Si les Conservateurs n'ont pas coupé de services, c'est simplement parce qu'il n'y avait plus de possibilités de le faire. Ils avaient coupé jusqu'à l'os et ont continué à scier l'os lui-même.

C'est une des raisons pour lesquelles il faut maintenant six mois pour enregistrer la naissance d'un bébé.

C'est la raison pour laquelle, en 2003, le vérificateur provincial a trouvé que 99 000 cas de criminels étaient sur le point d'être refusés par les tribunaux parce qu'ils avaient été sur les tablettes depuis plus de huit mois.

C'est la raison pour laquelle les familles attendent le versement de 1,3 milliards de dollars en pensions alimentaires pour enfants pendant que chaque employé gouvernemental se débat avec 890 cas par an chacun.

Revitaliser les services publics

Nous avons l'obligation de revitaliser les services publics. Malheureusement, la voie sur laquelle sont les Libéraux ne peut qu'aggraver la situation. Par rapport à la taille de notre économie, le plan des Libéraux consiste à dépenser même moins que les Conservateurs. Sous le gouvernement des Conservateurs, les dépenses relatives aux programmes et en capital étaient en moyenne de 12,9 pour cent du produit provincial brut. L'objectif des libéraux est de 12,2 pour cent pour 2007-2008.

Le ministre des Finances, Sorbara, déclare que les Conservateurs ont laissé « un trou béant » dans le revenu. Ce qui est vrai. Toutefois, son gouvernement a choisi de ne pas combler ce trou et d'en faire payer le prix aux employés de la fonction publique – encore une fois !

Cela pourrait être différent. L'Ontario n'a pas un problème de dépenses; mais plutôt un problème de revenu. L'an passé seulement, les coupures d'impôts des Conservateurs ont nécessité le prélèvement de 13,3 milliards de dollars dans les coffres du gouvernement. C'est plus que ce qu'il en coûte pour le fonctionnement combiné de tous les hôpitaux de l'Ontario.

La récupération de seulement une partie de ces revenus perdus permettrait au gouvernement de revitaliser les services publics. Ramener la taxation des entreprises aux niveaux de 2000, fermer les échappatoires fiscales et la perception des taxes d'entreprises impayées augmenterait les revenus de 2,8 milliards de dollars. Mettre fin aux exemptions de la taxe sur la santé pour les employeurs rapporterait 1,1 milliards de dollars. Une augmentation modeste des impôts de 2 % pour les personnes qui gagnent plus de 100 000 \$ par an rapporterait 1,2 milliards en plus. C'est pas plus compliqué que cela !

Si M. McGuinty a vraiment à coeur le travail des employés de la fonction publique, il doit changer de cap maintenant. Parce que nous n'allons pas payer deux fois le prix de ce

que Mike Harris a démolie.

M. McGuinty, il est temps de tenir vos promesses. Finies les coupures : revitaliser les services publics !

Leah Casselman est présidente du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Une version du présent article a été publiée par London Free Press le 26 novembre 2004.